

[Texte]

stated that debt to the Export Development Corporation is much larger than ODA. . . or to this debt, and suggested that if the interest rates on Export Development Corporation loans were lowered to zero, and if the repayment of those loans was extended to a 50-year term, this would not cost the Canadian taxpayer anything. It is a suggestion that I think the subcommittee could look at, but I wondered if you would be open to recommending that as a step to further help these countries meet their international debt problems.

The other question I had was that ODA going to all of the countries goes through multilateral, bilateral, and special programs branch programs, but by far a very large part of that money goes through the IMF and the World Bank, and those funds are meted out through the Ministry of Finance, whereas other ODA for the most part goes out through CIDA. I wondered what your view of that was. I have wondered and questioned whether it might not be more suitable for all of ODA to go out through the one ministry, which would set policies, because it seems to me at the moment that the Ministry of Finance would not have the same kind of viewpoint policies about international debt as would, specifically, External Affairs and CIDA.

Mrs. Landry: Insofar as the interest rate on EDC, I think we have to remember that EDC has a different structure from ODA. EDC lends money on a commercial basis at the market rate, usually, so I do not think it is appropriate for. . . The ODA budget has a loan system. It means that it is. . . I mean grant, sorry. EDC is different.

I will switch back to French; I feel more comfortable.

Les prêts de la SEE sont des prêts qui sont négociés à des taux du marché à peu près normaux. Je pense qu'il ne faut pas mélanger les deux. Par contre, je voudrais ajouter que le Club de Paris a justement, maintenant, depuis le sommet de Toronto, la possibilité de rééchelonner les prêts publics mais qui ne comprennent pas l'aide—puisque l'aide est maintenant effacée—mais plutôt les prêts commerciaux comme EDC ou la Commission canadienne du blé. Cela permet de rééchelonner les dettes de ces pays, d'abaisser les taux d'intérêt ou même d'effacer la dette.

• 1600

On s'occupe de ces problèmes dans le cadre du Club de Paris. La dette officielle de développement est maintenant annulée. À partir de maintenant, ce seront toujours des subventions et non pas des prêts.

Vous parlez du fait que le ministère des Finances se trouve à administrer les fonds qui vont à la Banque mondiale et aux institutions monétaires internationales. Il faut dire qu'il y a énormément de concertation entre les

[Traduction]

témoins que nous avons entendus hier soir nous a dit que la dette due à la Société d'expansion des exportations était beaucoup plus importante que l'APD. . . ou que cette dette, et a proposé que si le taux d'intérêt sur les prêts de la Société d'expansion des exportations était réduit à zéro, et le remboursement rééchelonné sur une période de 50 ans, cela ne coûterait rien aux contribuables canadiens. C'est une proposition que le sous-comité pourrait examiner, mais je me demande si vous envisageriez de recommander que cette mesure soit prise afin d'aider ces pays à venir à bout de leur problème de dette internationale.

Ma deuxième question est la suivante. L'APD accordée à tous ces pays est fournie dans le cadre de programme multilatéraux, bilatéraux et spéciaux, mais de loin la majeure partie de ces fonds passe par le FMI et la Banque mondiale, et ces fonds-là sont donc distribués par le ministère de Finances, tandis que la plupart de l'APD passe par l'ACDI. J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Je me suis demandé s'il ne serait pas mieux que toute l'aide publique au développement passe par un seul ministère, qui établirait des politiques, parce qu'il me semble qu'en ce moment le ministère des Finances n'aurait pas le même point de vue, dans ses politiques au sujet de la dette internationale, qu'auraient précisément les Affaires extérieures et l'ACDI.

Mme Landry: Pour ce qui est des taux d'intérêt s'appliquant aux prêts de la SEE, je crois qu'il faut se rappeler que les prêts de cette société ne sont pas structurés de la même façon que l'APD. La SEE prête de l'argent sur une base commerciale, au taux du marché, d'habitude, donc je ne crois pas qu'il conviendrait que. . . Le budget d'APD est un régime de prêts. Je veux dire que. . . Je veux dire de subventions, excusez-moi. La SEE est différente.

Je vais retourner au français, j'y suis plus à l'aise.

EDC loans are negotiated at more or less normal market rates. We must not confuse the two things. However, I would like to add that the Paris Club is now, following the Toronto Summit, in a position to reschedule public loans other than aid—since aid has now been written off—such as the commercial loans made by EDC or the Canadian Wheat Board. This allows for the debt to be rescheduled, for interest rates to be reduced or even for the debt to be written off.

These problems are being dealt with through the Paris Club. The Official Development Assistance debt has now been cancelled. As of now, there will be grants only, and no loans.

You mentioned that fact that the Department of Finance is administering the funds that go to the World Bank and international monetary institutions. It must be said that there is a great deal of co-operation between the